

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/13086

15 février 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : CHINOIS/ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 15 FEVRIER 1979, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA CHINE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Après leur guerre d'agression contre le Kampuchea, les autorités vietnamiennes ont pris une série de mesures propres à accroître la tension dans le Sud-Est asiatique et dans d'autres parties de l'Asie. En particulier, elles ont perpétré des actes gratuits de provocation armée le long de la frontière sino-vietnamienne, menaçant gravement la sécurité des frontières méridionales de la Chine.

Poursuivant leur politique délibérée d'hostilité à l'égard de la République populaire de Chine, les autorités vietnamiennes ont suscité, de manière organisée et planifiée, des conflits le long de la frontière sino-vietnamienne, recourant à des provocations armées, faisant de brèves incursions en territoire chinois, enlevant et tuant des ressortissants chinois et compromettant le gagne-pain et la production des frontaliers chinois. En 1978, des membres des forces armées vietnamiennes se sont introduits en territoire chinois et ont provoqué plus de 1 100 heurts; les Vietnamiens ont également franchi la frontière pour poser des mines, tiré sur le territoire chinois ou l'ont bombardé sans relâche, tuant ou blessant plusieurs centaines de Chinois. Au cours de cette même année, les dirigeants vietnamiens n'ont cessé de lancer des appels pour une "nouvelle guerre" contre la Chine. Ils ont suscité une hystérie guerrière dans l'ensemble du pays, accéléré l'accroissement de leur arsenal militaire ainsi que le recrutement de troupes, et ont effectué à de nombreuses reprises des manoeuvres militaires dirigées contre la Chine. En même temps, les Vietnamiens ont intensifié leurs prétendues activités de "nettoyage" dans les provinces proches de la frontière sino-vietnamienne, le long de laquelle elles ont massé des troupes et construit des fortifications en vue de nouvelles opérations militaires.

Pendant qu'elles envahissaient en masse le Kampuchea et qu'elles lançaient d'incessantes provocations contre la Chine, les autorités vietnamiennes se sont efforcées de tirer prétexte de leur statut de "petit pays" pour vociférer des injures et des calomnies à l'égard de la Chine, prétendant que celle-ci "menaçait" le Viet Nam et "nourrissait des ambitions" à son égard, etc., etc. Nguyen Duy Trinh, ministre vietnamien des affaires étrangères, a eu recours aux mêmes moyens abjects dans son message daté du 10 février 1979, adressé au Président du Conseil de sécurité. Utilisant la tactique habituelle du malfaiteur qui lance une fausse accusation préemptive contre autrui, le Viet Nam s'efforce de dissimuler ses provocations contre la Chine et de préparer le terrain pour de nouveaux complots antichinois. Mais ce ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau.

La situation qui règne actuellement le long de la frontière sino-vietnamienne est imputable aux seules autorités vietnamiennes. Le Gouvernement chinois accorde un grand prix à l'amitié traditionnelle qui lie les peuples de la Chine et du Viet Nam. Il a toujours fait preuve de modération devant la politique anti-chinoise poursuivie, ces dernières années, par les autorités vietnamiennes et devant leurs actes de provocation de toutes sortes, et il a fait tout son possible pour parvenir, au moyen de négociations et de consultations, à un règlement satisfaisant des litiges existant entre les deux pays. La partie chinoise persiste à espérer et à réclamer que dans l'intérêt commun des peuples chinois et vietnamien et dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de la région, les autorités vietnamiennes cessent immédiatement toutes leurs attaques et provocations armées vis-à-vis de la Chine et s'abstiennent d'aller plus avant dans la voie où elles se sont égarées.

Les autorités vietnamiennes poursuivent une politique d'agression et d'expansion à l'étranger, menaçant ainsi gravement la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique et dans l'ensemble de l'Asie. Cette politique a naturellement suscité préoccupation et inquiétude dans tous les pays d'Asie et du reste du monde. Nous espérons sincèrement que l'Organisation des Nations Unies fera prévaloir la cause de la justice, exercera ses fonctions et son autorité et prendra les mesures nécessaires pour que les autorités vietnamiennes cessent immédiatement de se livrer à des incursions et des provocations armées en territoire chinois, qu'elles cessent immédiatement leur agression et leur occupation militaire au Kampuchea, retirent toutes leurs forces du Kampuchea et mettent sans plus tarder un terme à tout acte mettant en danger la paix et la sécurité du Sud-Est asiatique, du reste de l'Asie et du monde entier.

Je vous prierai de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu